

François LEIZOUR

Elections Législatives du 18 Novembre 1962

Circonscription de GUINGAMP

Electrices, Electeurs,

Au référendum du 28 Octobre, pour la première fois, le Chef de l'Etat n'a pas obtenu la majorité des électeurs inscrits. D'autre part, de 80 % en 1958 et 75 % en 1961, les « Oui » sont tombés à 62 % des suffrages exprimés.

Le pouvoir personnel est sérieusement touché.

Le mouvement populaire monte progressivement en France contre un régime qui frappe tous les travailleurs et ne sert que le gros capital, contre une régime qui nous conduit à la dictature, qui contient en lui la menace du fascisme ouvert et tourne le dos à une politique extérieure orientée vers le désarmement et la Paix.

Les travailleurs, les forces démocratiques, doivent accentuer et accentueront leur union et leur action pour remplacer, en France, le système gaulliste par une véritable République.

Un moyen d'aller de l'avant, c'est de voter, le 18 Novembre pour les candidats du Parti Communiste Français, **de ce Parti qui a combattu le pouvoir personnel dès le début et qui a mené une ardente campagne pour le « Non » à la dictature.**

LE BILAN DU POUVOIR

— Le pouvoir d'achat des salariés a baissé de 8 à 12 % depuis que de Gaulle est là.

— Les Allocations Familiales et les Retraites-Vieillesse, malgré les mesures dérisoires et démagogiques prises à la veille du référendum, restent très loin derrière le coût de la vie.

— Les paysans-travailleurs, par certaines dispositions de la loi d'orientaton agricole et la loi complémentaire, par le Marché Commun, **sont voués, en grand nombre, à une disparition prochaine.**

— Les artisans et petits commerçants sont sacrifiés aux intérêts des grands capitalistes du Commerce et de l'Industrie.

— Les Anciens Combattants réclament vainement leur dû.

— Les marins en activité et les pensionnés de la Marine, malgré leur lutte, restent scandaleusement défavorisés.

A ce bilan s'ajoutent de graves atteintes aux libertés, des complaisances complices en faveur de l'O.A.S., la laïcité de l'école et de l'Etat foulée aux pieds.

On refuse des milliers de jeunes dans les écoles; les officiers factieux maltraitent nos fils dans les casernes.

Partout, c'est le désordre, la violence, les bombes, le plastic, une impunité à peu près totale étant assurée aux assassins et aux gangsters de l'O.A.S.

En politique extérieure, au lieu de travailler au désarmement général et à la Paix, le Pouvoir personnel lie le sort de la France à celui de l'Allemagne d'Adenauer, avec ses généraux nazis et ses revanchards. 6.000 milliards doivent être consacrés, dans les prochaines années, à la construction de bombes atomiques, et le Chef de l'Etat, **qui n'avait même pas été consulté**, s'est rangé automatiquement, derrière Kennedy, prêt à faire la guerre à Cuba.

CONTRE LE RETOUR AU PASSÉ

La Quatrième République a connu l'instabilité gouvernementale.

Pourquoi ?

Parce que ses gouvernements faisaient une mauvaise politique, parce que des Partis, se réclamant de la Démocratie, pratiquaient l'alliance avec la Réaction, parce que les communistes étaient écartés de tous les gouvernements depuis 1947.

Pendant 11 ans, nous avons combattu les gouvernements de la IVe République, en disant que cette politique allait nous conduire au pouvoir personnel, à la dictature, et c'est ce qui est arrivé.

QUE FAUT-IL FAIRE ?

Le relèvement de la France n'est pas la tâche d'un seul homme ni d'un seul parti. Nous proposons, par l'union de toutes les forces démocratiques et nationales du Pays :

1° D'élire, à la proportionnelle, une Assemblée Constituante, chargée de faire une nouvelle Constitution assurant la souveraineté du Peuple, la restauration de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat, le respect des libertés syndicales, le contrôle démocratique de la radio et de la télévision,

2° La révocabilité des députés par les électeurs en dehors des périodes électorales.

● **DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE :**

1° La nationalisation des monopoles capitalistes, la participation des syndicats à la direction et à la gestion des entreprises ;

2° L'augmentation générale des salaires, traitements, retraites, pensions, allocations-vieillesse, la suppression des injustes abattements de zones de salaires.

3° La Construction massive de logements.

4° Le soutien de la Coopération paysanne sous toutes ses formes, l'aide substantielle aux exploitations familiales agricoles.

5° La réforme démocratique de l'Enseignement, l'amélioration de la Sécurité Sociale Agricole.

EN POLITIQUE EXTERIEURE IL FAUT :

1° S'entendre avec tous les pays et aller vers le **désarmement général et contrôlé**.

2° S'opposer aux désirs des militaristes et revanchards allemands, travailler à l'entente pacifique des peuples français et allemands et non à l'entente pour la guerre.

3° Eviter, à tout prix, une guerre atomique et travailler à résoudre tous les différends internationaux par la Négociation.

Enfin, nous Bretons, nous avons une lutte complémentaire à mener. La BRETAGNE, comme toutes les régions sous-développées, est traitée avec mépris par le Pouvoir du grand capital.

On peut industrialiser la BRETAGNE, en s'appuyant sur les ressources naturelles du Pays (son agriculture, ses engrais marins, son fer, son uranium, etc...). **On peut donner du travail à tous les Bretons en Bretagne.** On peut favoriser la naissance d'une agriculture bretonne prospère et moderne en soutenant la Coopération Agricole sous toutes ses formes, en aidant à fond l'exploitation familiale.

LES CANDIDATS

Il y a six candidats dans la circonscription de GUINGAMP :

— un candidat fantaisiste, le Docteur MENGER, que peu de gens prendront au sérieux,

— le député sortant, M. LE GUEN, le seul député du département qui a refusé de voter la censure contre le gouvernement Pompidou. Il disait d'ailleurs dans une déclaration faite au **Télégramme**, le 14 août dernier : « Je suis gaulliste inconditionnel ». (Ce qui signifie que, quoique fasse le Chef de l'Etat, M. LE GUEN est toujours d'accord !). Dans le même interview M. Le Guen désapprouvait les manifestations paysannes.

— Le maire de Guingamp, M. OLLIVRO. C'est un réactionnaire, un antilaïque. Il a refusé de prendre position contre l'O.A.S. au Conseil Municipal de Guingamp. Il a refusé au Conseil Municipal de se réunir pour condamner, comme l'ont fait de nombreuses assemblées élues, le référendum plébiscite **illégal** du 28 Octobre.

— Le candidat S.F.I.O., Alexandre THOMAS,

— le candidat du P.S.U., M. SERANDOUR.

— Le candidat du Parti Communiste Français, notre camarade **François LEIZOUR**, qui a derrière lui près de trente ans de vie militante, au service des travailleurs, de la République et de la Paix.

Les résultats des dernières élections législatives ont montré que, dans la circonscription de GUINGAMP, **c'est le candidat du Parti Communiste qui est le mieux placé pour faire échec à la réaction.**

Premier parti dans les Côtes-du-Nord, comme en France, le Parti Communiste n'a aucun député dans ce département. A Guingamp, il peut en avoir un.

En votant pour François LEIZOUR, vous voterez pour le progrès social, une République véritable, le Désarmement Général et contrôlé.

VU LE CANDIDAT :

François LEIZOUR

Professeur,
Conseiller Municipal de Guingamp,
Ancien Conseiller Général,
Administrateur de l'Hôpital de Guingamp,
Administrateur des H.L.M.

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Suppléant : **Guillaume LE CAROFF**

Gérant de Coopérative Agricole,
Maire de Kergrist-Moëlou,
Conseiller Général de Rostrenen.

IMP. MODERNE SAINT-BRIEUC